

# **Solidarité avec la révolution libyenne - L'intervention de l'OTAN est un piège**

mardi 29 mars 2011, par [solidaritéS](#) (Date de rédaction antérieure : 28 mars 2011).

**La Commission internationale de solidaritéS (Suisse) a adopté le projet de résolution ci-dessous. Il sera soumis à la discussion des instances de notre mouvement. Compte tenu de l'importance des questions abordées ici, nous le soumettons à nos lecteurs-trices.**

**1.** solidaritéS soutient sans réserve le soulèvement populaire libyen contre le régime tyrannique et sanguinaire du colonel Kadhafi. Ce soulèvement participe des révolutions de la région arabe pour les droits démocratiques, la justice sociale et la dignité. Comme en Tunisie, en Egypte et ailleurs, il est largement porté par la jeunesse (33% de la population libyenne a moins de 15 ans) et résonne de préoccupations anti-impérialistes, ce qui explique notamment que les révolutionnaires libyens refusent aujourd'hui majoritairement d'accepter un appui occidental au sol. Pour autant, les travailleurs-euses et le mouvement syndical n'y jouent pas le même rôle, en raison notamment d'une proportion très élevée (plus d'un tiers) de travailleurs-euses étrangers, principalement égyptiens et tunisiens, discriminés et au statut précaire.

**2.** Nul ne peut être dupe de la rhétorique anti-impérialiste de Kadhafi, qui n'a pas hésité jusqu'ici à noyer dans le sang toute forme d'opposition, alors même qu'il a bénéficié jusqu'au dernier moment du soutien des principales puissances impérialistes, dont les grandes compagnies du pétrole, du nucléaire, de l'armement, de la banque, du génie civil, des transports, etc. ont multiplié les contrats et les investissements en Libye (la française Areva ne venait-elle pas tout juste de négocier la vente d'une centrale nucléaire à Kadhafi).

**3.** Nul ne peut accorder un quelconque crédit à la solidarité africaine prônée par Kadhafi. Depuis plusieurs années, l'Italie - et avec elle l'Union Européenne - a payé grassement le « guide » libyen pour qu'il intercepte les migrant-e-s d'Afrique subsaharienne aux frontières sud de l'Union Européenne. Il a ainsi incarcéré des milliers d'entre eux dans des camps, où ils ont été systématiquement maltraités (le viol des femmes y était monnaie courante). Depuis 2008, l'arrivée de réfugié-e-s africains en Italie a ainsi diminué de 94%.

**4.** Nul ne peut sérieusement croire au caractère « populaire socialiste » de la Grande Jamahiriya [Etat des masses] arabe libyenne. Si Kadhafi et sa clique répriment la rébellion de leur peuple avec une telle férocité, c'est que les insurgé-e-s menacent leur monopole du pouvoir politique, et par là de la rente pétrolière, qu'ils privatisent largement à leur profit. Pour cela, ils font appel à des unités spéciales de l'armée et à des mercenaires étrangers. Voilà comment le clan Kadhafi entend maintenir l'exploitation des richesses du pays à son profit.

**5.** Pour autant, nous sommes opposés à l'intervention de la coalition américano-franco-britannique, sous la direction militaire des Etats-Unis, aujourd'hui de l'OTAN, cautionnée par la Ligue Arabe et autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU, en dépit de l'opposition de l'Union Africaine et de l'abstention de l'Allemagne, du Brésil, de la Chine, de l'Inde et de la Russie. Certes, le Conseil national de transition libyen a estimé qu'elle était le seul moyen d'empêcher in extremis les

massacres annoncés par les troupes de Kadhafi à Benghazi. Et dans l'immédiat, cet objectif a été rempli, mais au prix d'un avenir peut-être plus meurtrier encore et d'une subordination dangereuse de la révolution aux grandes puissances occidentales. Comme le déclare le Ministre belge de la défense De Crem : « *on ne peut hélas pas exclure la présence de nombreuses victimes* », et « *une présence après l'opération [sera nécessaire] pour éviter que celle-ci n'ait été vaine* ».

**6.** En effet, la résolution 1973, adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU, le 17 mars dernier, ne se limite pas à l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne. Elle autorise les forces de la coalition à prendre toutes les mesures qu'elle jugera nécessaires à « la protection des civils ». En clair, si elles peuvent abattre les avions et les hélicoptères de Kadhafi, elles peuvent aussi bombarder ses défenses anti-aériennes, ses bases militaires et ses troupes au sol (convois d'artillerie, blindés, camions, etc.). Dans de telles conditions, le sort de la guerre est dorénavant entre leurs mains. le débarquement d'une « *force d'occupation étrangère* » est pour le moment exclu par la résolution 1973, ce qui ne serait pas nécessairement le cas d'un corps expéditionnaire.

**7.** En interdisant le mouvement des troupes de Kadhafi vers l'Est, la coalition et l'OTAN forcent aujourd'hui les combats à se concentrer dans les villes du centre, et demain de l'Ouest du pays, où les forces de Tripoli sont retranchées. Ainsi, après ses premiers succès en terrain découvert, comment vont-elles pouvoir frapper dans les zones plus densément peuplées sans risquer d'accroître de façon insupportable les pertes civiles ? On le voit, cette intervention aérienne et navale ne pourra fonctionner comme bouclier pour les civils, que si les troupes de Kadhafi abandonnent très rapidement la partie, ce qui n'est pas certain. Encore faudra-t-il faire le compte des « victimes collatérales » de ces bombardements massifs.

**8.** Si le clan Kadhafi ne s'effondre pas rapidement et que la guerre s'installe dans la durée, plusieurs scénarios sont possibles : de l'armement des insurgé-e-s par les puissances occidentales pour la reconquête de l'Ouest du pays au débarquement d'un corps expéditionnaire étranger (qui ne nécessiterait pas nécessairement une nouvelle résolution du Conseil de sécurité s'il ne s'agit pas d'une « force d'occupation »), en passant par la partition de la Libye qui jouerait sur les divisions entre Cyrénaïque (30% de la population) et Tripolitaine (65% de la population). Dans tous les cas, les révolutionnaires libyens devront négocier l'avenir de leur pays avec les puissances occidentales dans une position de subordination.

**9.** Si le clan Kadhafi s'effondre rapidement, les révolutionnaires devront maîtriser une victoire acquise grâce aux bombardements de l'OTAN. En quête de légitimité, ils devront donner toute leur place aux leaders les mieux à même de négocier avec les puissances occidentales. Les revenus du pétrole aidant, des conflits ne manqueront pas d'opposer les candidats au pouvoir, tirillés par les divergences entre intérêts impérialistes, qui exploiteront et attiseront à leur profit les oppositions régionales ou tribales inévitables. Dans de telles conditions, la révolution « victorieuse » risque de donner naissance à un Etat défaillant (*failed state*), porté à bout de bras par l'ingénierie politique européenne et nord-américaine.

**10.** L'intervention des puissances impérialistes en Libye ne répond pas à des motifs humanitaires, encore moins à la promotion d'un projet démocratique. Sinon, pourquoi celles-ci auraient-elles soutenu et armé Kadhafi jusqu'au début de cette année ? Pourquoi appuieraient-elles, avec les pétromonarchies du Golfe, l'intervention des Saoudiens au Bahreïn pour y écraser une révolution populaire dans le sang ? Pourquoi fermeraient-elles les yeux sur la répression criminelle au Yémen et ailleurs ? Et ceci, sans parler de leur silence face aux bombardements israéliens de Gaza, fin 2008-début 2009, qui ont fait au moins 1200 morts parmi les civils.

**11.** L'intervention occidentale en Libye est guidée par des intérêts néocoloniaux. En effet, la production et les réserves de pétrole prouvées du pays sont les plus importantes d'Afrique. De

surcroît, la société Africommodities évalue à plus de 1800 milliards de dollars la valeur de tous les gisements de matières premières connus à ce jour sur son territoire. Au cours de ces dernières années, la Libye a ainsi attiré d'énormes investissements européens et nord-américains qui entendent maintenir au pouvoir des autorités pleinement respectueuses de leurs intérêts.

**12.** Jusqu'au début de cette année, les puissances impérialistes avaient misé sur un partenariat étroit avec le régime Kadhafi. Cependant, la révolution démocratique et la libération de l'est de la Libye a coupé court à cette option. En poussant à l'intervention de la coalition, puis de l'OTAN, sous mandat onusien, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France visent trois objectifs : a) garantir que le nouveau pouvoir sera aussi docile que le précédent envers les intérêts occidentaux ; b) renforcer les positions de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis au détriment de celles de l'Italie, de la Russie ou de la Chine ; c) miner le potentiel anti-impérialiste de la révolution libyenne, mais aussi des révolutions tunisienne et égyptienne voisines.

Pour l'ensemble de ces raisons, nous appelons :

- A l'arrêt immédiat de l'intervention militaire de la coalition et de l'OTAN en Libye ; au refus par la Suisse du survol de son espace aérien et du transit routier par les forces de la coalition.
- A l'armement des rebelles pour qu'ils puissent s'imposer face aux mercenaires de Kadhafi et mettre en place un pouvoir de transition garantissant les libertés démocratiques et la souveraineté populaire.
- A une aide internationale en faveur des centaines de milliers de travailleurs-euses immigrés qui sont victimes des affrontements ou internés dans des camps frontaliers dans des conditions de détresse absolue.
- A l'ouverture des frontières de l'Union Européenne et de la Suisse aux réfugié-e-s africains dont la vie est menacée en Libye.
- Au renforcement massif de l'aide médicale et humanitaire d'urgence aux blessé-e-s et aux réfugié-e-s sur place, de même qu'aux frontières de la Libye.

Genève, le 28 mars 2011

---

**P.-S.**

\* A paraître en Suisse dans le n° 185 de solidaritéS.